

Enfants et adolescents en danger dans la rue à Bamako (Mali), questions cliniques et anthropologiques à partir d'une pratique.

Olivier Douville¹

À mes amis du SSM, aux enfants et adolescents rencontrés à Bamako.

Présentation : les débuts d'une expérience, réalités et besoins

Au Mali pays d'Afrique de l'Ouest qui semble progresser d'une manière relativement paisible vers la démocratie, le phénomène dit « des enfants des rues » vient à constituer un grave problème révélateur d'une crise sociale et morale qui accompagne la modernisation de la société.

Tous les enfants vivant dans la rue ne sont pas en danger et la plupart d'entre eux (de même que les adultes sans logement), ont bien davantage besoin de mesures sociales et politiques que de soins. Seule l'action politique peut ralentir ce phénomène aux conséquences pathogènes préoccupantes que constitue la « chute » dans la rue de franges entières de populations. Le dispositif clinique et éducatif ne peut qu'aider certains de ces enfants à vivre, voire à survivre au jour le jour. Rien ne serait plus erroné toutefois que d'homogénéiser la catégorie des exclus qu'ils vivent ou non dans la rue, par des vocables psychologiques. Vivre dans la précarité de la rue mène toujours à une existence plus difficile et davantage menacée qu'au sein de solidarités familiales établies dans du logement nomade ² ou sédentaire ; mais cette réalité ne saurait être épinglée

¹ Psychologue clinicien, Psychanalyste, Maître de conférences en psychologie clinique, Université de Paris-10 Nanterre, Directeur de publication de *Psychologie Clinique*, douvilleolivier@noos.fr

² la tente est un habitat nomade, l'art de fabriquer un campement de nuit revient à édifier un habitat transitoire dans la nature, les nomades ont un art de l'habitation qui

systématiquement comme un facteur de risque et de mise en danger. L'expression « enfants des rues » est souvent un raccourci qui satisfait le sens du pathétique mais n'ouvre pas à la compréhension d'un phénomène extrêmement complexe. Quoi de commun, en effet, entre plusieurs réalités humaines qui pourraient être, à tort désignées de la même façon, à partir du lieu d'existence qu'est « la rue ». Prenons l'exemple contrasté de familles en exil et des enfants désocialisés. La rue est leur habitat, dans un cas comme dans l'autre. Or, la plupart des familles en exil rural et qui vivent dans la rue bénéficient d'un bon repérage des rôles des uns et des autres et elles demeurent tout à fait soucieuses de comprendre l'insertion de leur isolat familial au sein du quartier où ils « campent » et duquel souvent ils dépendent en raison d'un flux de menus services rendus au voisinage immédiat. Rien de commun, donc, avec la situation préoccupante, au plan de la santé publique, de ces enfants et de cas adolescents isolés, exclus, et qui se laissent dépérir sur les trottoirs de la ville ? Notre article tente d'illustrer les situations de ces derniers, et de mettre en évidence quelques préconisations possibles au plan de la santé publique et de l'action sociale.

Dire qu'il faudrait mieux étudier les phénomènes de socialisation et de désocialisation que vivent et mettent en place certains jeunes dans la rue et ouvrir l'entendement de ces questions à une véritable pensée clinique sont deux propositions qui vont tracer le programme que je vais suivre dans cet article qui propose de donner de premiers éléments pour une réponse pragmatique. Ce texte sera centré autour d'une réalité qui reste à définir, celle des mises en danger des enfants et des adolescents dans la rue et les espaces urbains limites. Cette mise en danger se cristallise et elle se signale dans des mises en danger de soi. Elle ne se manifeste pas que par des conduites d'hétéro agression, ou même d'excès. Loin de se réduire à l'agression et à la violence, elle se caractérise, le plus souvent, par des conduites de prostration et de fuite ou d'occultation des tensions et des conflits.

La notion d' « enfants en danger » est très élastique, et le grand succès que rencontrent aujourd'hui une psychologie de la victime et la victimologie n'aide pas à y voir plus clair. Je ne saurais, pour le moment, proposer une définition rigoureuse d'une telle notion. La suite du texte présentera les critères empiriques qui guident l'action. Il est des dangers évidents, pour l'enfant démuné, qui sont ceux que lui font courir une mauvaise santé physique, ou psychique. Des situations de risque et de mise en danger sont trop fréquentes sur les trottoirs des mégapoles du Tiers-Monde, où la consommation de

est essentiel, pratique et cosmogonique. Le nomade est sans habitat fixe, il n'est pas

produits toxiques est très courante et très massive. Suite à l'effet conjoint de la malnutrition et de la consommation massive de « solvant », certains jeunes errants présentent un déficit de vigilance, évaluent mal les rapports de leur corps au temps, à l'espace et à la vitesse des mouvements des objets ou des corps. Ceci expose aux accidents (choc avec des véhicules : automobiles ou trains, ou encore brûlure contre des braseros et des petits chaudrons à ciel ouvert dans les rues sur lesquels est souvent cuit de la menue nourriture par des petits vendeurs : maïs, bouillie de mil, etc). Un phénomène doit alerter, qui est très peu souligné par d'autres études auxquelles nous pourrions comparer celle-ci et qui décrivent les situations de survie des enfants des rues d'Amérique du Sud, comme vivant en groupe ou en bande (Rabinovich, 1996 ; Lolo, 2001 ; Alvarez, 2002). Je veux mentionner des situations d'extrême isolement de l'enfant ou de l'adolescent. Ces enfants très isolés passent inaperçus, dans la mesure où ils ont tendance à se retirer dans des zones urbaines en friche, et, pour certains à se laisser aller à une régression sévère. Enfin, et même si c'est peu le cas à Bamako, à l'inverse de certaines mégapoles africaines dont Dakar, on ne saurait passer sous silence le fait que de nombreuses jeunes filles et certains garçons en errance sont des « proies » faciles pour les trafics prostitutionnels de mineurs, trafics qui ne concernent pas que le tourisme sexuel. La condition de ces enfants et adolescents en danger dans la rue est elle-même imbriquée dans la situation particulière des jeunes du « Sud ». Mamadou Diouf et René Collignon écrivent à ce propos « Même si elles ne se limitent pas seulement aux pays du Sud, les discussions et controverses sur les jeunes et la jeunesse revêtent, dans ces pays, un relief et un caractère particuliers. Cela est dû à plusieurs raisons qui conjuguent la situation économique catastrophique de la plupart de ces régions, le poids démographique important des jeunes, la place qu'ils tiennent dans les phénomènes de violence et de développement des marginalités porteuses de dysfonctionnement social et politique »³.

Ce texte relate une expérience menée depuis août 2000 à Bamako, à la demande de la Direction Nationale de l'Enfance et de la Famille. Cette instance malienne a noué un partenariat avec le Samu Social International (S.S.I., Paris) afin de mettre en place une réponse éducative et préventive à la situation d'errance et de vagabondage d'enfants et d'adolescents dans la rue, en forte croissance.

À l'invitation de Xavier Emmanuelli, je fus, à cette occasion, consultant, en tant que clinicien formé à l'anthropologie et ai participé à la mise en place d'une association gérant

sans maison, à la différence de l'errant.

un centre et des unités mobiles d'assistance et de soin. Ces dernières vont au contact des enfants et adolescents en danger dans la rue, leur apportant autant qu'elles le peuvent écoute et assistance dans cet espace, tout en se réservant l'opportunité, au besoin, de diriger certains de ces jeunes, parfois à leur propre demande, vers des centres d'hébergements et de soins.

Une rhétorique, assez usée ailleurs, mais ici justifiée fait la part belle à la notion « d'aller à la rencontre ». Ce principe qui guide l'action peut ressembler à un slogan, tant il est vrai qu'il ne suffit pas de faire preuve de bons sentiments pour soigner. De fait, c'est bien à le poser comme problème à construire que nous pouvons nous repérer. Qu'est-ce qui entre en jeu dans une rencontre ? Que peut-il se produire comme dynamique de changement ? Quel autrui représentons-nous pour le jeune ? Ces questions sont rien moins qu'évidentes. Ne pas se les poser revient à renforcer des tentatives de « réparation » tout azimut et pousse à des imprudences.

De façon plus générale, toute mise en place de dispositif qui intervient sur les enfants, dans un monde urbain globalement marqué par la misère, ne peut se faire ex abrupto. Des flambées de dispositifs ONG et humanitaires, sans perspectives à long terme, ont pu étinceler ici où là, comme un bien tombé du Ciel et devant concerner des populations que l'on n'a jamais songé à rencontrer a u préalable. Ce genre de promotion humanitaire « passe » peu et mal. Notre optique est autre. Intervenant sur la réalité urbaine la plus concrète, nous ne pouvons penser un dispositif que dans la concertation avec les instances de droit commun, mais aussi, et encore, dans un dialogue avec les habitants des quartiers concernés. De plus l'information sur ce qui va se jouer, se produire, ne peut se faire que dans la discrétion. Ces deux vertus : concertation et discrétion, véritables « règles du jeu », sont indispensables à l'action préventive dont je décris ici la mise en place. Dans le domaine de la vie sociale quotidienne, il serait désastreux de faire une promotion auto-légitimante des dispositifs adressés aux enfants des rues. En effet, toute promotion abusive de structures d'accueil et de dispositifs de prise en charge d'enfants et d'adolescents en grande précarité conduit parfois des familles, ou des solidarités de quartier qui prenaient correctement en charge les enfants, ou, du moins tentait de le faire, à les désinvestir pour les confier à de tels dispositifs présentés de façon abusivement positive. Toute action rencontre ses limites, et se doit de les évaluer. Beaucoup de critiques rudes, souvent justifiées, ont pu être adressées au « management » humanitaire (Hours, 1998), qui reprochent à cette administration surplombante de soins d'urgence de réduire l'acteur

³ Diouf, M ; Collignon, E. 2002 : 5

politique à une victime réduite au plus radical et au plus pathétique de sa survie. De tels assauts argumentés contre l'idéologie humanitaire sont bien venus et justifiés. Ils ne résument pas pour autant tout le débat autour des initiatives dites « humanitaires ». Il est vrai que beaucoup trop d'entreprises humanitaires se légitiment, et trop souvent même fonctionnent, à partir d'un schéma excessif et dangereux. Ce dernier voudrait que ceux qui disposent de toutes les clefs, de l'analyse du problème à l'administration de solutions, parachutent leur bonne volonté, leur intrépidité technicienne et leur volonté d'aider à tout prix, sans plus avant se soucier des réalités locales, sans prendre appui sur les liens sociaux locaux et les modalités locales de penser et de tenter de solutionner le problème. L'urgence exige du temps. L'optique au départ du travail que je relate est différente, on s'en doute. D'un strict point de vue politique et historique, il est à souhaiter que les initiatives humanitaires d'exception soient, en vérité, des béquilles éphémères, vouées à l'extinction causée par leur résorption dans les instances nationales de droit commun. L'histoire des initiatives prises par quelques ONG internationales, dont le S.S.I. est faite d'incitations et presque jamais d'impositions. Elle est faite de l'application d'un certain nombre de principes (unité mobile de dépistage et de soin, rencontres et, au besoin, accueil d'urgence, suivi, lien avec les autres associations existantes, formation) si leur légitimité est reconnue par les institutions et les instances de droit commun des pays concernés.

Le centre, mis en place à la suite d'une des premières missions⁴, est géré à présent par une association malienne « Samu social Mali » fondée fin 2001. L'association a pris le nom de « Samu Social Mali » (S.S.M), bien que n'exerçant, pour le moment du moins, qu'à Bamako. C'est donc une structure malienne, qui est devenue rapidement indépendante de la tutelle de l'ONG française, ce qui était prévu et souhaité dès le départ. Il fut convenu avec Attaher Maïga, Directeur National de la Promotion de l'enfant et de la famille que l'association se placerait sous le haut patronage du Ministère malien en charge de l'enfance. En effet, l'objet même de l'association - aller à la rencontre des enfants dans la rue -, recoupe la mission du Ministère. Elle s'inscrit tout naturellement dans le dispositif de l'Action d'Entraide en Milieu Ouvert (AEMO). Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est membre de droit de l'association qui dispose, de ce fait, d'un droit de vote en assemblée générale. Par ailleurs, des systèmes de conventionnement avec les hôpitaux généraux (centre des urgences de l'Hôpital Gabriel Touré) et l'institution psychiatrique ont été signés ou sont en cours de signature.

⁴ et aidé en cela dès août 2000 par Ballan Bagayoko, Clémentine Frémontier, Guy Jehl, Marie Kieffer, Baba Koumaré, Attaher Maïgha, Seydou Mariko et Marine Quenin.

Je me suis chargé de la mise en place de plans de formation professionnelle et de leurs suivis. Un temps préalable à cette définition des axes de formation fut la mise en place d'un atelier de programmation souhaité par Attaher Maïga et le professeur Baba Koumaré⁵. Animé, en février 2001 par ces deux personnalités, des psychologues et des travailleurs sociaux maliens en compagnie d'un psychanalyste français, bon connaisseur des réalités africaines contemporaines, Guy Jehl, et moi-même, cet atelier qui a duré quatre jours avait deux objectifs : a) faire un état des lieux des connaissances et des savoir-faire disponibles et à valoriser, b) mettre en place une politique d'ensemble de la formation professionnelle continue nécessaire aux travailleurs sociaux et médecins concernés par ce projet, c'est-à-dire non seulement le personnel recruté et formé par l'association, mais encore les travailleurs sociaux, psychologues, médecins et employés des communes, qui, dans leur exercice professionnel, travaillent déjà au contact des enfants en grande rupture, en errance ou en délinquance, jeunes ayant pour la plupart d'entre eux l'expérience de la vie dans la rue.

La formation proprement dite a débuté en novembre 2001, Guy Jehl et moi animons des modules « abord clinique et psychopathologique des enfants et adolescents en danger dans la rue », aidés en cela par des cliniciens maliens dont surtout le professeur Baba Koumaré et le psychologue clinicien Souleymane Coulibaly, le responsable de l'AEMO, Ousmane Touré, la responsable d'association pour l'éducation des jeunes filles et des « petites bonnes » et également d'un programme de lutte contre l'excision, Madame Jacqueline Urbain. Nos partenaires maliens ont en commun une approche très pragmatique des réalités sociales et cliniques, marquée notamment par une méfiance parfois ironique vis-à-vis du culturalisme ethnopsychiatrique.

Des liens institutionnels se sont renforcés ou noués, dès la tenue de cet atelier de Mamadou Tigana, et destiné à se transformer sous peu en Centre de formation au travail social et avec la faculté de médecine par l'entremise du professeur Baba Koumaré.

Bamako et ses habitants, aujourd'hui

Bamako, ville encore paisible, capitale d'un des plus vastes et des plus pauvres pays d'Afrique de l'Ouest, connaît, comme la plupart des grandes cités des pays en voie de développement, un développement accéléré et anarchique. En 1987, le nombre d'habitants

⁵, médecin chef du centre psychiatrique de l'Hôpital de Bamako, situé dans ce quartier périphérique et un peu en hauteur de la cuvette du fleuve, que les colonisateurs français ont nommé « point G ».

s' élevait à plus de 658.000, soit 8.5% de la population totale du pays ; en 1998, ce chiffre passe à plus d' un million, soit 10.4% de la population du Mali. (Traoré, 2001)

L' accroissement de la population s' explique à la fois par une fécondité importante, par une baisse du niveau de mortalité, mais également par des mouvements migratoires importants. Les migrants représentaient 44 % de la population en 1987 dont la majeure partie (87 %) venaient d' autres régions du Mali. La tendance se stabilise lentement, mais depuis la fin de l'année 2000, un mouvement important de retour de maliens immigrés dans les pays voisins en guerre, où l'afflux de ressortissants de ces pays est à noter. Est-il utile d'ajouter que ces réfugiés (sans statuts administratifs pour la plupart d'entre eux sont dans une très grande atonie). Un autre facteur est à noter : selon que les sécheresses sont plus ou moins impitoyables, des migrants des zones sahéliennes et sub-sahariennes « descendent » jusqu'à la capitale du Mali - certains nomades, étant descendus plus bas encore, et remontant vers le nord, s'établissent plus ou moins durablement dans la capitale.

Bamako connaît aujourd' hui les phénomènes classiques d' une grande ville en expansion difficilement maîtrisable : les services de base insuffisants, les aménagements collectifs inadéquats, l'émergence de quartiers spontanés à développement anarchique, la pollution croissante, la déstructuration sociale, la mendicité grandissante, enfin, l'exclusion sociale d'adultes et d'enfants

Le milieu urbain bouleverse les structures de la société et de la famille, pour, au moins, deux ordres de raisons : des raisons économiques l'emploi ne suit pas la croissance démographique rapide des villes, et de nouveaux besoins se créent ; des raisons sociales : les familles se transforment, se rétrécissent (absence générale des grands-parents, pivots de la société traditionnelle), deviennent de plus en plus instables, perdent, pour certaines toute cohérence.

C' est avec l'urbanisation massive des dernières décennies que le problème de l'enfance en grande difficulté prend de l'ampleur. L'enfant, honneur et avenir de la famille en milieu rural, peut devenir en ville une charge, de plus en plus coûteuse à entretenir, de plus en plus difficile à contrôler : la scolarisation, en particulier, coûte cher.

Aujourd'hui, les recensements concernant les enfants dits « en situation de nécessiter une protection spéciale » sont peu nombreux et ils demeurent peu fiables. Le récent rapport de la Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille évalue, en octobre 2002, à près de 4400 enfants le nombre de garçons et de filles en situation de rupture familiale, vivant dans la rue, avec un taux élevé (près de 21%) d'enfants âgés de moins de onze ans.

Quel abord anthropologique ?

De façon générale, nous ne pouvons mener des recherches d'anthropologie urbaine avec en tête un modèle « villageois » des relations de parenté. L'erreur est grande de considérer les villes africaines comme des extensions des villages de brousse ; entre ce qu'ordonnent et recommandent les legs traditionnels et ce qui régit la vie quotidienne dans la mégapole, les dissociations sont nombreuses et sévères.

Les travaux de Georges Balandier qui, dès le milieu des années 1950, développe une anthropologie des changements sociopolitiques dans les contextes de colonisation en Afrique peut tout à fait nous éclairer. Le refus d'un essentialisme culturaliste a comme effet que des phénomènes qui étaient censés intéresser des perspectives de recherches éloignées entre elles se trouvaient considérés dans leurs dialogues jusqu'alors difficiles. Il en était ainsi, au premier plan, des faits religieux et des faits politiques, dont seule l'anthropologie politique explorait les relations et les surdéterminations réciproques. Faut-il alors rappeler que ce parti pris novateur se reflète et se valide dans le choix du terrain et du regard porté sur ce dernier. Autant il faut à l'anthropologie culturaliste statuer sur des mondes anciens et stables, pour lesquels toute évolution est interprétée par le savant comme un déclin ou une agonie, autant l'anthropologie politique porte son regard sur les situations de rupture, de déliaison, d'évolution, d'émergences de statuts nouveaux, et de contestation et fragilisation des statuts anciens. Ce que j'observe à Bamako des façons dont les enfants errants nouent des liens aux aînés et à l'adulte me permet de comprendre que les rapports sociaux qu'ils mettent en place sont loin d'être totalement médiés par les structures d'assujettissement coutumier que révéleraient les rituels d'initiation. Il est tout à fait problématique, et souvent erroné, d'aborder les réalités humaines des grandes villes africaines en se référant à des modèles culturels de « base » et qui sont souvent élaborés à partir d'observations faites sur des ethnies considérées pour les besoins de la monographie exotique comme vivant isolées les unes des autres, en prise encore intacte avec le trésor symbolique de la tradition. Nous nous devons sortir de l'anthropologie essentialiste et de ses prolongements ethnopsychologiques, pour faire prévaloir les enseignements des nouveaux terrains urbains, à la fois métissés et anomiques (Althabe, 1992, Marie, 1997, Douville, 2002).

Certes – et qui s'en étonnerait ?- en raison de l'histoire de la ville et des caractéristiques attractives propres à la mégapole on rencontre beaucoup d'ethnies à Bamako, chez les habitants insérés comme chez ceux qui errent, enfants y compris. Le

recensement de la DNPEF (2002) compte, parmi ces enfants, environ 11% de Malinké, 38% de Bambaras, 22% de Peuhls, 9% de Sarakolés, 5% de Dogons, etc...Mais il faut préciser que pour ce qu'il en est des enfants et adolescents dans la rue, notre abord n'est pas de considérer, en un premier lieu s'il s'agit de Bambaras, Dogons ou Peuhls..., mais de considérer dans quel type de lien social il inscrit sa présence dans les marges, les franges et les interstices de cette capitale. En outre, les termes « ethniques » peuvent recouvrir des réalités socioculturelles assez diverses et nous ne savons pas au juste quels sont les critères qui rassemblent dans la même unité de description identitaire les prétendus « bambaras », par exemple. Autrement dit, nous prenons au sérieux le fait que l'enfant, et *a fortiori*, l'adolescent errant, sont, pour la plupart d'entre eux, largement sortis de la sphère d'influence des parents et de la coutume, ont largement échappé, aux relations de "séniorité" (l'obéissance due à tout aîné) qui structurent la société traditionnelle.

Le dispositif mis en place par l'Association

L'objectif est d'aller à la rencontre des enfants et adolescents en danger dans la rue, et de les adresser, au besoin, vers des lieux d'hébergements et de soins, voire, si possible de restaurer des liens avec les familles.

Pour mener à bien cet objectif, le Samu Social Mali dispose d'une « base arrière », avec un bureau, un garage et des lieux de réunions, une cuisinière s'occupant de confectionner des compléments nutritionnels. Il ne s'agit pas d'un centre d'hébergement. Le travail des équipes est précis : apporter écoute, présence et soin sur les lieux mêmes où survivent enfants et adolescents, et de les adresser, si nécessaire, vers des centres d'hébergements de nuit (tels les foyers Caritas ou Kanuhya), ou encore, si besoin est, vers un dispositif d'urgence hospitalière. Nous nous sommes rendus vite compte que ce travail, sur le terrain, qui ne se confond pas avec une pratique de « ramassage » pour orienter des enfants et des adolescents vers des centres d'hébergement prenait une place considérable.

Deux médecins, deux travailleurs sociaux et deux chauffeurs ont été engagés, ce qui permet un roulement de nuit d'une camionnette. L'équipe se compose donc de la directrice Delphine Layfne, de deux travailleurs sociaux : Jean Koné et Adama Dao et de trois médecins : Stéphanie Tchuinden, Aboubaccar Ben et Joseph Traoré. Chaque soir, de vingt-deux heures jusque vers trois heures du matin, une équipe, composée au moins d'un chauffeur, d'un travailleur social et d'un médecin, rencontre les enfants en errance dans la rue, afin d'estimer l'aide qu'il est possible d'apporter à certains d'entre eux. Des soins de

première urgence peuvent être dispensés ; pour certains victimes d'affections visuelles, de parasites et/ou de paludisme des soins plus réguliers sont prodigués régulièrement. Une écoute permettant l'accompagnement éducatif est aussi mise en place, ce qui permet de se familiariser avec tel ou tel groupe et de mieux préparer des suivis et des orientations ;

Ce travail de terrain fait l'objet de compte-rendu et d'élaboration où l'ensemble du personnel est présent chaque après-midi, en dehors du week-end. Le personnel est encadré par des formations et des supervisions assurées par des consultants européens et des intervenants maliens. Des cycles de formation plus amples et thématiques⁶ ont lieu quatre fois par an sur trois ou quatre journées entières et s'adressant à l'équipe et aux autres intervenants concernés par le travail avec ce genre de population, comme il le fut décidé suite à l'atelier de concertation initial. L'association a ses fonds propres et elle bénéficie de l'aide de certains services de coopération internationale, dont, surtout les coopérations luxembourgeoise et française ; les coopérations canadienne, allemande et japonaise étant intéressées, à leur tour).

Les « enfants des rues » : essai de typologie

En 2002, il était recensé 4834 enfants et adolescents en errance, dont 3164 garçons et 734 filles. Trois zones de regroupement ont été identifiées :

- axe central, rive gauche, autour de Dabanani/Rail-Da (Est)
- axe central, rive gauche, autour de l'avenue Modibo Keita/ Grand Hôtel

(Ouest)

- axe central, rive droite, vers le Nord

Le critère retenu par l'étude de la Direction nationale de l'Enfant et de la Famille était assez large qui recensait tous les enfants et adolescents qui restent au moins 4h dans la rue et qui pour la plupart s'y investissent dans diverses activités : guide mendiant, mendiant talibé et non talibé, revendeur, porte faix, laveur de voiture, prostituée, etc. Il va de soi que l'ensemble de cette population n'est pas en situation de danger, quand bien même elle connaît la précarité. Serait-ce parmi les 14 % de garçons et les 7% de filles qui déclarent être en totale rupture avec la famille que se rencontrent le plus de jeunes en péril. Cette indication est sans doute valable il ne convient cependant pas de sous estimer

⁶ Parmi les modules de formation retenons les intitulés suivants : « Logiques de groupe et de territoire », « adolescence au féminin », « construire un cas », « attitudes et contre-attitudes du travailleur social », « l'enfant et l'adolescent et le corps », « toxicomanies précoces »

le fait que des enfants même très isolés des leurs répugnent à reconnaître leur situation objective de rupture avec le monde familial .

Une typologie de ces enfants peut être proposée, même si la réalité est toujours plus complexe dans la mesure où une coalescence de plusieurs causes explique, pour certains enfants et adolescents, leur « carrière » dans les rues.

a) *Les « garibous », en phase d'emploi ou en fugue*

L'observateur, fraîchement arrivé en ville sera surpris par le nombre d'enfants qui se livrent à la mendicité. Souvent se regroupant en petite bande de cinq à sept jeunes, ces enfants ont à la main une boîte de conserve vide (la plupart du temps une boîte de condiment à base de tomate, rouge et bien visible) et sont soit au grand marché central (dit Marché « soudanais ») soit aux abords des grands carrefours et des passages qui relient les uns aux autres les divers quartiers de la ville. Il est dit de la plupart qu'ils mendient pour contraindre la passant au respect d'une des prescriptions rituelles de l'Islam (l'aumône). Cette réalité semble remonter à des modalités éducatives anciennes.

Il était d'usage dans la société traditionnelle de l'Empire Peuhl du Macina (région de Mopti) de confier pour une période d'environ 8 années les enfants (garçons) à un érudit de la capitale Hamdallaye. Afin de permettre à ce maître de suivre l'éducation du nombre relativement peu important (pas plus d'une vingtaine) d'enfants qui lui étaient confiés, les parents donnaient à ce dernier les moyens de vivre, en particulier sous forme de nourriture.

Lorsque les enfants commencèrent à devenir trop nombreux et que les enseignants ne purent plus contenir leur croissance, il fut décidé par le Conseil des érudits que comme les *tougamankés* (étrangers) étaient venus à Hamdallaye pour étudier, trois solutions devaient être envisagées :

- soit les érudits s'engageaient à prendre en charge chacun 2 à 3 étudiants ;
- soit chaque chef de famille devait, selon ses moyens, apporter au jour le jour la nourriture pour l'étudiant ;
- soit enfin il fallait laisser l'enfant mendier, à l'heure des repas, la nourriture ; "Guida Alla guaribou" signifie la sollicitation du croyant par l'étranger qui est à sa porte.

De nos jours, la situation actuelle de ces écoles dépend, en bonne part, de la modernisation et de la situation de précarité en ville. La réalité des liens entre élèves des écoles coraniques et maîtres de ces écoles et, en Afrique de l'Ouest, très composite et

très complexe. Les avatars de l'évolution de l'éducation islamique en milieu urbain a des effets très peu homogènes. Certains de ces jeunes élèves dits « talibés » sont dans une situation bien difficile (Wane, 1995). Ils sont supposés être des élèves étudiant avec un maître coranique et faisant le « garibou » (mendiant en tant qu'élève d'une école coranique). La dimension d'une contrainte à la mendicité lorsque le jeune suit un enseignement dans une école coranique divise souvent la société malienne. L'opinion publique, en raison de ses croyances et ses habitudes peut fortement contribuer à stabiliser, ou même, à renforcer un phénomène qui n'est cependant pas toujours très favorablement perçu. Bien rentrée dans les mœurs la mendicité enfantine n'a pourtant pas de grandes légitimations doctrinales au regard des textes islamiques : elle n'a rien d'un phénomène religieux intrinsèque à l'islam, et ne trouve aucun fondement dans les textes religieux. Limitée à la zone soudano-sahélienne, on ne la rencontre pas dans les pays arabes qui forment le berceau de l'islam. Loin d'être un immédiat reflet de la tradition, La présence de plus en plus dense de ces talibés est liée à une monétarisation grandissante des rapports sociaux. Ces enfants mendiants apportent une aide non négligeable à des Maîtres qui sont eux-mêmes parfois dans la difficulté de subvenir à leurs propres besoins. Au risque que les activités lucratives prennent le pas sur les activités éducatives.

Le S.S.M. prenant en charge la situation des enfants en grande précarité dans la rue ne rencontrent que les plus mal lotis, et les constats qui vont suivre ne rendent pas compte d'un faire un état de la situation des écoles coraniques à Bamako.

Il est juste de dire que des tentatives de dialogue et de conciliation ont eu lieu, quartier par quartier, avec les Maîtres des écoles coraniques, et que certains parmi eux, véritablement convaincus de l'aspect spirituel de leur mission se gardent bien d'exploiter les jeunes qui leur sont confiés comme ressources de profit lié à la mendicité intensive, limitant aux seuls moments importants du calendrier musulman (le ramadan) les moments où les enfants vont quêmander de l'argent au nom de la miséricorde divine, mais il faut tout de suite ajouter que ces Maîtres intègres et résolus à lutter contre les mauvaises écoles ne forment pas le plus gros bataillon. De plus, on se rend vite compte que beaucoup d'enfants et d'adolescents – mais il peut s'agir d'enfants assez, voire très jeunes (dès l'âge de cinq ou six ans)- ont fugué de ces lieux où ils étaient maltraités, mais n'en continuent pas moins, devenant mendiants « par nécessité » à déambuler dès les premiers éclats du jour avec leur allure de talibé, leur petite boîte rouge et leur ritournelle sur les vertus de l'aumône et la miséricorde de l'au-delà. C'est très souvent parmi ces mendiants "par nécessité", parfois se faisant passer pour des « garibous » pour recevoir de quoi se nourrir,

que l'on va découvrir les plus grandes détresses. Souvent, le jeune qui fuit le maître coranique transgresse aussi les idéaux et les projets familiaux. Cela peut être un point de non-retour entre le jeune et sa famille ; il ne faut se faire aucune illusion sur les vertus des solidarités familiales dans bien des cas. Sans oublier, dans cette énumération un peu sordide, certains de ces maîtres coraniques qui décident d' abandonner l' enfant avant même que des idées de fugue ne germent en son esprit, c'est par exemple un enfant qui ne lui rapporte pas assez d' argent , soit qu' il a mal mendié, soit qu' il se le soit fait trop aisément dérober, qui sera ainsi mis à la porte par son Maître.

Certains donc sont fugueurs, d'autres ont été rejetés par leurs familles parce qu'ayant, de leur propre initiative, quitté école coranique, d'autres ont été abandonnés. Enfin, on ne peut que concevoir les plus vives craintes à propos des petites filles qui elles sont séquestrées comme employées domestiques, bonnes à tout faire, et n' ont donc pas même la possibilité d' alerter les services sociaux en faisant des fugues.

b) Les enfants « trafiqués »

Une autre « catégorie » d'enfants, celle des « enfants trafiqués » (selon l'expression convenue), est apparue ès le printemps 2000 ; avec la mise à jour d'un trafic d'enfants maliens vers les plantations ivoiriennes, trafic aujourd'hui en forte diminution. Ces enfants et adolescents étaient exploités dans des conditions de maltraitance extrême ; s'ils fuyaient et étaient repris, ils étaient alors cruellement battus, avec parfois des incisions sous la plante des pieds, en guise de représailles : le nombre de ces enfants était estimé à 15.000 au début de l'année 2000 (Rapport final de l'enquête prospective, 2000)

Le gouvernement malien a été interpellé en octobre 1997. La Côte d' Ivoire n' a reconnu que deux ans plus tard la réalité de ce trafic qui asservit aussi des enfants burkinabés. En 1998, une première étude a été menée avec Terre des Jeunes -Allemagne, en collaboration avec la Côte d'Ivoire et le Bénin. En 1997, lors de l' espace d' interpellation démocratique au Mali ⁷, une commission interministérielle d' étude sur ces trafics d' enfants a été mise en place ; en 1998 et 1999, deux autres études eurent lieu (Direction Nationale

⁷ Il s'agit d'un système de délégation annuel où les citoyens peuvent exprimer leurs inquiétudes, face à l'État. De fait ces inquiétudes, récoltées au niveau des municipalités sont transmises par paliers. Le gouvernement malien et l'Association Malienne de droits de l'Homme mettent en place une journée, à Bamako, durant laquelle une commission composée par des représentants de la société civile et des magistrats recensent des demandes exprimées à des niveaux plus locaux et les adressent au Président de la Commission de l'Association Malienne des Droits de l'Homme.

de l' Enfant et de la Famille, Ministère de la promotion de la femme et de l' enfant et Programme National de lutte contre le Travail des enfants au Mali BIT).

Deux structures sont impliquées :

- le consulat malien de Bouaké
- le Plan d' action Ministère de l' Enfant et la Famille.

La gare routière de Bamako est un des centres de "recrutement". Il y a un lien évident entre les enfants de la rue et ce trafic. Ce sont eux, qui, errants et sans avenir, sont emmenés en Côte d'Ivoire, avec ou sans promesse d'une vie meilleure. Peu leur importe le sort qui leur est réservé : l'important est de sortir de ce contexte de misère urbaine. Le retour de ces enfants n'étant généralement pas préparé, la plupart se retrouvent en errance et donc, à nouveau dans la rue. Ces enfants présentent de traumatismes psychiques et physiques (maltraitements, carences nutritionnelles).

Leurs prises en charge sont assurées tant bien que mal par des structures en place à Sikasso, ville proche de la frontière ivoirienne: une antenne de l'association « Mali-Enjeu »⁸ avec un psychologue, ainsi que la Direction Régionale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille.

Le besoin est immense, et la demande clairement exprimée par la Direction Nationale et l'UNICEF qui travaillent sur la question des enfants esclaves. Les éducateurs sont démunis face aux traumatismes dont souffrent ces enfants, ils ne sont pas formés pour entrer en contact avec eux, et créer le lien nécessaire pour envisager un travail d'accompagnement adéquat

c) Les enfants réfugiés des pays en guerre

Cette typologie serait incomplète si n'était mentionnée une situation récente, dont il m'a été fait mention au début de l'année 2001. Elle concerne une petite quantité d'enfants et d'adolescents, mais qui ont des modes de présence et de présentation remarquables lorsqu'ils errent. Cette situation préoccupante est l'arrivée à Bamako d'adolescents, orphelins le plus souvent, réfugiés des guerres violentes que connurent deux pays de la sous-région : le Libéria et la Sierra Léone. Il peut s'agir d'enfants étrangers anglophones, mais aussi de jeunes issus de familles maliennes ayant émigré, il y a de cela des années dans ces pays aujourd'hui en guerre. Ils sont, pour certains, arrivés au Mali et à Bamako, dans l'espoir de rencontrer un membre de leur famille, dont ils ont pu entendre parler mais

que, bien entendu, ils ne connaissent pas et qu'ils ne rencontreront que dans de trop rares cas. Ceux qui restent en dehors de toute attache familiale reconstituée sont en totale errance, et au mieux s'agglutinent-ils à des groupes d'enfants déjà constitués. Ces jeunes qui peuvent avoir entre neuf et seize ans furent, pour certains, des enfants soldats qui n'avaient d'autre choix que de se joindre à des bandes ou des groupuscules emmenés par des chefs de guerre plus ou moins déments. Eux-mêmes vivent dans des confusions de temps et d'espace tout à fait sidérantes, que j'aborderai maintenant en parlant de clinique et de psychopathologie.

Il est, ici, à noter que présentant aux yeux des autres adolescents la figure de celui qui est revenu de la mort, et de celui qui n'aurait pas peur de la mort, de tels adolescents peuvent être choisis comme leader dans un groupe. En ce cas, ils peuvent paraître étrangement adaptés, à l'aise, programment ce que le groupe doit faire et comment il doit s'adapter à des logiques de survie. Cette suradaptation qu'on pourrait nommer « résilience » est, bien entendu, une sorte de carapace dont il convient de déshabituer le sujet lorsqu'il est écouté, soigné puis accompagné dans un projet par un adulte responsable et de bonne foi. Cette modalité de sur-adaptation à un milieu difficile à vivre, dangereux, est nécessaire. En effet, si nous nous attendons à ne rencontrer que des sujets apparemment traumatisés et apparemment victimes, alors le risque est de détourner l'attention de ceux qui parmi les jeunes errants et les jeunes exclus ont autant que d'autres, sinon davantage qu'eux, besoin d'écoute, d'aide et de conseils d'orientation, au prétexte qu'ils ne se présentent pas à première vue dans la sidération ou dans la plainte. Ces cas de suradaptations paradoxales ne sont pas inconnus des travailleurs de terrains, mais ils ne sont pas bien encore identifiés par eux (Douville, 2001).

Le terme de résilience a le très net avantage de permettre de refuser la catastrophisme prédictif. Sont mis en doute et réduits au titre de chimères idéologiques d'un trop immédiat causalisme, les flot de ces hypothèses qui édictent qu'un enfant abusé sera plus tard un adulte abuseur, etc. Ce terme de résilience (Cyrulnik, 2001) désigne la possibilité pour un enfant de surmonter des états de graves privations éducatives et affectives en rétablissant des modes de transferts avec d'autres supports affectifs et socialisants et en adoptant des modes de conduites et d'inc conduites, porteuses d'identification et donnant du sens à des logiques de territoires. Ces conduites de suradaptation paradoxale qui renvoient à des logiques psychiques, singulières et collectives, de survie ont pu être excessivement interprétées comme un signe de mieux-

⁸ ONG malienne qui fut responsable des premières recherche sur les enfants des rues

être et de santé psychique; et, à ne voir dans ces suradaptations à l'immédiat des logiques de survie, que des capacités à ne pas trop se détruire, on oublie aussi que de tels modes d'expression de la supposée résilience doivent être cassés : il est nécessaire pour un enfant de pouvoir régresser à son propre service, ce qu'il ne manque pas, fort heureusement de faire, lorsqu'il a la chance – en fait c'est un droit minimal- d'être accueilli, entendu, soigné et éduqué dans un milieu adulte respectueux des lois des échanges et des lois de la parole. Nous connaissons encore mal les conséquences psychologiques de ces mises en danger des enfants et des adolescents des rues, alors que nous pouvons assez aisément identifier les raisons et les facteurs de cette grande exclusion : pauvreté, ruptures des liens sociaux et familiaux, errances, etc.. À tenir comme un acquis décisif toute forme d'adaptation du sujet à son malheur, on peut ne plus assez s'inquiéter pour ce genre d'adaptation psychopathique que connaissent trop d'enfants « des rues ». Il n'est pas certain que toutes les victoires psychiques sur le clivage doivent s'affirmer par des suradaptations résilientes. Au contraire, il peut sembler que pour beaucoup d'enfants qui ont pu survivre à des situations de grands dangers (c'est bien plus le cas des enfants sous la guerre et des enfants « trafiqués ») la suradaptation traduit plutôt la force d'un clivage, et sa persistance. Ce clivage se repère comme affectant l'espace et les seuils. Il se fait une partition stricte entre un territoire où s'exerce la toute puissance, y compris par la domination monétaire et sexuelle (le pan de trottoir, l'environnement immédiat) et un « hors-lieu », sis au-delà de ces précises frontières. Dès que certains jeunes se transportent vers cet ailleurs hostile où y sont transportés, ils peuvent être saisis de panique et se présenter sans répondant, dans un repli apathique ou une façon toute automate de se mouvoir, sans direction repérée. Ce clivage affectant l'espace met en scène et en fonction deux altérités : une altérité où l'investissement libidinal du corps est garanti par une relation d'emprise sur autrui, et une altérité vide de répondant, et dangereuse comme un gouffre devant laquelle l'investissement du corps du sujet semble réduit à rien. La clinique de la suradaptation suppose donc un repérage fin des processus de clivage et des montages entre familier et étranger souvent très tranchés et très disjoints dans le cas des suradaptations de certains leaders à la rude vie de la rue. Parler de résilience est-ce objectiver des conduites ? est-ce supposer un mécanisme psychique original ? les deux registres en se superposent pas tout à fait.

La résilience ne s'observe pas à l'œil nu, on constate ces effets. Ce qui s'observe à l'œil nu, ce sont, le plus souvent, des paradoxes. Un sujet, très à l'aise dans tel repli de son

espace familial, et démunie comme un nourrisson délaissé ailleurs. Un sujet qui donne le sentiment que l'Autre de la loi ne pourra jamais l'atteindre et qui régresse dès qu'il est reconnu et humanisé dans des lois éducatives, dans des demandes éducatives, dans un respect de ce qu'il est et de ce qu'il pourrait devenir. Si l'on tient à garder une cohérence à la notion assez large de « résilience », il conviendrait d'ajouter que ce terme désigne davantage un processus supposé qu'un processus observé. La possibilité de s'adapter à des situations violentes et extrêmement défavorables est une donnée objective. En prendre compte permet de s'affranchir d'une conception qui fait de l'apathie dépressive ou sidérée la seule position du sujet face à une situation traumatogène. Mais ce terme de résilience ne permet pas de prendre en compte les cliniques de l'altérité qui sont en jeu dans cette façon active et subjective, singulière, de faire face au pire. Se centrer, par exemple, sur les seules conduites adaptées là où le sujet fait mine de régner en Maître en ne suffit pas. La résilience nous semble alors un cas particulier de suradaptation. Or certaines de ces suradaptations deviennent inutiles et encombrantes du moment où une relation de confiance, c'est-à-dire de demandes possible se noue entre un sujet et qui s'en occupe. Beaucoup de ces jeunes « enfants-soldats » ou « trafiqués » qui avaient connus de réelles situations où ils pouvaient être mis à mort restaient longtemps, dans les rues bamakoises, tiraillés entre un comportement où ils se faisaient la caricature d'une volonté de jouissance et un mode de repli terrorisé. On avait donc un repérage binaire. Un clivage. D'un côté, une attitude toute intimidante toute commandante, de l'autre une pleine absence. Puis, ce clivage se rectifie au-delà de cet aspect tranché et répétitif. C'est que se profile alors dans le rapport du sujet à autrui une altérité de troisième type. Non plus celle qui l'anéantit, plus tout à fait celle sur laquelle il se branche par mimétisme et oubli de lui pour ordonner le périmètre étroit de son monde, une nouvelle altérité qui nous confirme que le sujet est bien, à nouveau, dans une élaboration de transfert. L'ambivalence avec l'éducateur, ou le psychologue est maintenant au premier plan de la situation de rencontre et d'échange. Cette ambivalence se traduit par des promesses de présence non tenues, le jeune s'absentant du groupe au moment où il voit arriver la camionnette du SSM, par exemple, mais aussi par des dons et des demandes d'objets (don de ces « tube de colle » usés comme toxique). Ces objets donnés ont l'aspect double d'être protecteur et intrusif (telle la colle qui assure une léthargie artificielle). De façon plus large s'instaure une dialectique des objets et des présences. C'est une dialectique du corps à corps avec l'éducateur qui va prendre sur lui d'assurer une présence régulière, prêtant son temps, sa présence avec toujours le postulat que ce qui se formule comme demande est entendable et déchiffrable.

d) autres enfants

Il a été jusqu'à présent mentionné les trois grandes cassures typiques des histoires de vie, qui expliquent la présence sur le moyen ou long terme d'enfants et d'adolescents tentant de survivre dans la rue. Je ne mentionnerai alors que très brièvement d'autres causes possibles : les mésententes familiales qui, en cas de remariage ou d'extension polygamique de la famille, génèrent des brouilles continues avec les nouvelles épouses du père, les actes de délinquance cumulatifs, les fugues « immotivées », etc. Le phénomène des « enfants des rues » ayant quitté leur famille ne se réduit pas au cas critique des familles déstructurées, puisque près des deux tiers des enfants en rupture proviennent de familles considérées comme « homogènes » et stables par les enquêteurs de la DNPEF (2002).

J'ajoute encore que nombre d'enfants peuvent vivre tout à fait normalement dans la rue, ils sont certes dans la précarité, mais peu de maliens ne le sont pas, et ils sont « montés » à la ville avec leur famille, au sein de laquelle ils demeurent, vivant au-dehors et dormant dehors auprès de leurs parents. Bon nombre de ces parents ne sont pas bien informés des dangers de la rue, de l'importance des rapports de force qui y prévaut, alors que leurs enfants peuvent apprécier ce nouveau milieu. C'est aussi ce que B. Lolo, médecin psychiatre au Cameroun remarquait pour les « enfants de la rue » de ce pays (Lolo, 2001).

J'ai pu, à six reprises, rencontrer des petits groupes d'enfants et d'adolescents, encadrés par un aîné de 16-18 ans, et qui, originaires du même endroit, « montaient » à la capitale pour un travail saisonnier. C'est, pour ce dernier exemple, le cas de jeunes villageois Dogons, de la région de la ville de Mopti, qui, en saison où leurs proches n'ont pas besoin d'eux au pays pour les travaux domestiques et agricoles, viennent s'occuper des jardinets ou des bornes-fontaines de certains quartiers de la capitale. Ils s'organisent, se débrouillent entre eux et ne se mêlent que très occasionnellement aux autres « des rues ». Ils survivent de petits boulots, restent en groupe cohérents, composés souvent de villageois de même origine. Ils ont quitté le village lors de la saison sèche, mais se préparent, pour la plupart d'entre eux à retourner chez eux, avec ce qu'ils ont pu garder de pécule, gagné laborieusement, au terme d'une saison à Bamako. Ces enfants peuvent présenter des problèmes de santé (cités plus haut), mais ils ne peuvent être considérés comme des sujets gravement désocialisés et carencés. Au reste, ces deux types de populations, enfants habitués plus ou moins temporairement à se débrouiller dans Bamako, et enfants en errance et en danger dans la rue, se côtoient souvent sans heurt,

mais n'organisent pas ensemble leur vie sociale. Il est vrai aussi que la capacité de jouer et de palabrer est quasi intacte chez ces jeunes saisonniers en migration économique transitoire et qu'elle est tout à fait réduite chez les enfants et adolescents en danger dans la rue.

Citons un exemple de ces enfants en fugue :

Salif a douze ans. La nuit, on le distinguait à peine, dans ce faubourg de Bamako, recroquevillé qu'il était sous un monticule crasseux de cartons et de bouts de chiffon, imprégné d'essence. Il donnait l'impression de se laisser engloutir dans cet édicule d'immondice comme dans du sable mouvant. Énurétique et tremblant, il est mis à l'écart de cette bande d'enfants et d'adolescents qui ont choisi l'angle du trottoir d'en face comme territoire nocturne, comme asile de nuit à ciel ouvert. Lui, ce sont des commerçants encore disponibles à vendre deux ou trois bricoles à cette heure si tardive qui nous l'ont désigné. Ils n'arrivent plus à entrer en communication avec lui, il refuse toute nourriture.

Au centre d'hébergement où nous le conduisons, il est dans un coin, yeux ouverts, en proie à une forme de terreur. Je demande à un de nos travailleurs sociaux, Adama Dao, de le nourrir de la façon suivante : non pas lui mettre de la nourriture devant les yeux ou devant les lèvres, j'use d'un autre artifice ; devant lui, une fois qu'il se calme un peu et supporte d'être touché et de nous regarder, ce soignant va avaler un peu de bouillie de mil contenue dans un sachet plastique. Salif regarde, avale des yeux ce spectacle insolite, puis à son tour et en imitation commence à aspirer cette bouillie de mil. Ce jeu d'imitation va durer une heure, environ, le temps que l'enfant mange un peu. Le lendemain, il sera conduit à l'Hôpital psychiatrique du point « G », où son angoisse massive sera traitée, il lui sera rendu visite tous les jours, pendant cinq ou six jours, ce après quoi il sort. Pendant ce temps-là, le SSM passera une annonce à la radio, pour tenter de retrouver sa famille, sans trop y croire. À notre surprise, un oncle se présente dans les 72 heures. Avec lui et Salif, requinqué, est reconstruite l'histoire de l'errance. Cet enfant avait quitté sa famille pour tenter de retrouver trace de la famille de sa mère, que son père avait brutalement répudiée. Il erre le long de la voir ferrée qui mène de Kayes à Bamako, prend le train « en douce ». Le voyage dure une quinzaine d'heures. Craignant d'être surpris, il quitte le train une bonne dizaine de kilomètres avant Bamako et marche droit devant lui un état confusionnel. Il était dans la rue depuis à peine dix jours que déjà il présentait une régression sévère. Si on a pu suspecter quelques mécanismes psychopathologiques qui rendent compte du style de sa fugue et de l'ampleur de sa

régression, il semble bien aussi qu'une stabilisation de l'angoisse et qu'un bon accueil par le frère de la mère permettent d'accueillir des paroles de vérité émises par ce jeune sur sa place dans la famille. Une réinsertion à l'identique n'est pas la chose à faire, une branche de la famille maternelle fonctionnera comme groupe d'adoption.

Notes sur la socialisation

J'en viens maintenant aux aspects précis de la présence de ces enfants et adolescents dans la cité, en tentant de mettre en avant ce qui a pu être observé des logiques de territoires.

La rue est un très large espace informel de productions de biens et de services, certains enfants investissent ce « marché » du travail « sauvage » en se faisant guide, laveur de vitre de voitures, petits revendeurs, mais certains jeunes filles aussi survivent en se prostituant. Plus des deux-tiers de la population de la ville de Bamako passe plus de huit heures quotidiennes dans la rue. La différence est toutefois importante avec ceux et celles qui y élisent un domicile permanent. De nombreux enfants et adolescents se regroupent autour de points géographiques précis, souvent liés aux zones de circulation intensives et aux voies de communication (marchés, gare routière ou gare ferroviaire). Les gares ferroviaires ou routières sont des lieux où aboutissent et s'échouent des jeunes garçons, plus rarement des jeunes filles qui sont depuis des mois dans des grandes errances, certains viennent de pays limitrophe, (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mauritanie). Ils sont signalés aux services sociaux par la brigade des mineurs, elle-même alertée par les services de police qui gardent ces lieux. C'est souvent en faisant des démarches auprès des consulats que l'on peut reconstituer les centaines de kilomètres tracés par l'errant, et envisager un retour au pays. Ces grandes errances n'expliquent en rien, toutefois, l'aspect massif de la présence des enfants et adolescents qui restent fixés autour de ces lieux puisque la plupart de ces jeunes dont il est maintenant question s'y sont sédentarisés et ne voyagent jamais. Il faut indiquer qu'ici les moyens de transport, ces objets mobiles qui traversent des plaques de temps et d'espace et que sont les taxis-brousse, les bus, les camions ou les trains, ne sont pas adoptés par les jeunes pour se déplacer. Il y a un intérêt peut-être « économique » à réfugier dans de tels endroits, idéaux pour faire la manche en raison des grandes animations qui y règnent, mais il y a autre chose, et plus encore : un intérêt psychique à rester au plus proche d'une vie continue de la cité, là où tout se meut, là où tout fait signe de vie, sans presque de pause. Comme une façon de se tenir dans la proximité d'un ballet de signes, de traces, permanents, répétitifs.

Les groupes que le SSM y rencontre sont mobiles et leurs contours sont fluctuants. Ils sont le plus souvent stables le soir et jusqu'au petit matin en de tels endroits. S'il y a des *leaders* avec lesquels il faut parler et qui servent de médiateurs entre l'équipe et les jeunes, on ne saurait pour autant décrire ces « bandes » comme des organisations pyramidales campées sur un territoire délimité et clos. Il s'agit de bandes instables, vivant dans des périmètres mouvants autour de ces quelques points fixes que sont les gares ou les marchés. Il est rare que des luttes pour le contrôle de la territorialité soient suffisamment denses et organisées pour que puisse se former des groupes organisés ou des contre groupe (ceci expliquant cela). Des flux en errance plus que des parcelles délimités et rendues sédentaires par un investissement des frontières et des seuils. À ce stade de notre recherche, il est possible de souligner que les vecteurs qui donnent consistance à ces groupements erratiques, ou, pur le dire autrement, ce qui fait trait d'union entre les enfants et les adolescents composant ces groupes, se réfère à deux ordres de réalité :

a) l'existence de ce qu'on peut repérer comme langues codes, très particulières et qui sont souvent le produit d'une déformation du bambara et du français, enrichie de quelques tournures venant d'autres langues africaines parlées au Mali (dialectes ethniques, langues véhiculaires et argots des grandes cités, comme le *Nosch⁹i*, que le succès de quelques groupes de chanteurs étend au-delà des quartiers de ville où ils prirent naissance). Il n'est pas pour autant question de postuler ici l'existence d'un pidgin ou d'un créole, ni même de supposer une grande inventivité dans la compétence linguistique de ces adolescents, mais de constater la dérive du langage parlée vers un langage code, très resserré à des verbes d'action et à des codifications de la domination ou de la soumission, qui souvent devient le propre idiolecte de tel ou tel regroupement d'enfants. Au fond il suffit à celui qui veut rejoindre le groupe de connaître ces langues codes et les salutations précises qui en dérivent. Un enfant Dogon ne parlant pas le bambara peut apprendre rapidement quelques-unes des expressions clefs de ce groupe et s'y joindre sans trop de difficultés. Il y sera tout à fait toléré. L'observateur qui se donnerait la tâche de tracer sur le plan de la ville de Bamako les zones de diffusion et de cristallisation de telle ou telle langue-code aurait une idée assez juste des zones et des limites qui pourraient spécifier tel ou tel regroupement d'enfant. En revanche, vis-à-vis des adultes qui rencontrent ces jeunes, les salutations coutumières et traditionnelles bambaras restent le *vade me cum* indispensable. L'observateur se doit donc de se les faire enseigner, ce qui est, somme toute, un exercice assez joyeux.

⁹ dialecte parlé par les jeunes des quartiers « branchés » d'Abdijan

b) la mise en commun d'expériences traumatiques qui, soit expliquent l'errance de ces jeunes, soit ont été vécues en commun (décès d'un camarade suite à des accidents ou à des overdoses).

Ces groupes sont diversement hiérarchisés. Ils sont pluriethniques, la variable « appartenance ethnique » ne rend pas compte des modes d'adhésion des enfants entre eux, ni des modes de socialisation au sein de ces groupes. Des enfants d'origine diverses peuvent se nommer entre eux, non par leur nom d'ethnie d'origine, mais par le vocable de « forgeron ». Ce dernier signifiant ne désigne pas ici un métier, mais une place à part, le forgeron étant généralement dans de nombreuses ethnies celui qui n'a ni les mêmes initiations, ni les mêmes obligations que celles qui régissent la vie du reste de la communauté. Ce terme de « forgeron » a valeur d'étranger interne, d'exclu interne. Si on désire comprendre ce que des enfants en errance mettent en commun pour s'associer et comment ils se reconnaissent, alors le recours à l'information ethnologique « académique » n'aide pas ici le praticien. Les facteurs de rassemblement des enfants entre eux sont d'abord des communautés d'expérience et non de fond traditionnel : l'ancienneté de la vie dans la rue, ensuite, les logiques qui mènent à être à la rue (cf. supra). Les limites de ces territoires sont mouvantes, surtout pour ces bandes d'enfants qui n'établissent pas leur lieu de sommeil la nuit à proximité des regroupements d'adultes mendiants ou nomades, qui, eux, se retrouvent pour dormir à proximité les uns des autres autour de grandes places très repérées à Bamako Centre, telle la place de la Mosquée. Il faudrait ajouter que plus un groupe est lourd d'enfants désocialisés, moins il est territorialisé, se repliant dans des lieux qui sont davantage marqués par la circulation des biens et des moyens de transport que dans des lieux de communication et d'échange.

Dans ces lieux, le « risque » de rencontre avec le monde adulte est atténué, hélas ! règne un monde marqué par l'objet et le déchet. De tels groupes ne tiennent pas un territoire précis, un bout de quartier qui serait leur domaine et leur royaume. Telle est peut-être la raison qui fait que pour rentrer dans ce groupe, il suffit de se soumettre à certains chantages venant de leader mais qu'il n'y a pas de véritables rituels d'adoubements auprès d'eux, ni de période probatoire pour faire partie de ce regroupement. Cette tendance est renforcée du fait que les frontières sont poreuses, on ne saurait parler de territoire fixe, mais plutôt de mouvances assez lentes autour de certains points fixes (les gares, etc.) En outre, certains enfants ne peuvent faire partie d'une bande que pour quelques jours tout au plus, et aucune conduite collective (y compris de délinquance) n'y est planifiée et organisée durablement. La gamme des rôles est restreinte,

ce que nous avons pu observer, aussi bien en participant à ces tournées de l'équipe du SSM, qu'en passant beaucoup de temps dehors, de nuit comme de jour, au contact de ces jeunes. Les relations de pouvoir n'y sont pas pour autant inexistantes, elles se jouent souvent sur un mode spéculaire d'intimidation. On peut dire que ces groupes où règne ce mode de relations duelles sont hiérarchisés, mais sans pour autant les hisser au niveau d'une institutionnalisation pérenne des rapports dissymétriques et des réciprocités. Ce mode de regroupement sommaire qui caractérise ces groupes d'enfants mène souvent à des moments de violence ; il y est posé comme une réalité intangible qu'il y a des « forts » et des « faibles ».

Les groupes d'enfants qui nous préoccupent se regroupent donc plus précisément par communauté de trauma, bien plus que par communautés culturelles. Est-ce pour autant qu'ils se définiraient comme des « victimes ». Là encore la construction idéologique de la « victime », nécessaire à légitimer la médecine humanitaire n'est pas d'un grand profit pour la recherche, ni même pour l'abord clinique de ces jeunes. Ces groupes ou se reconnaissent des anciens « trafiqués » ou des anciens combattants en pleine adolescence, ne se présentent pas comme des associations de victimes. Ils m'ont plutôt donné le sentiment de vivre, entre apathie et défi, un rapport au temps historique tout à fait particulier. De fait, ce qu'ils ont vécu ne renvoie nullement aux grandes scènes de violence initiatique qui marquèrent les identités et les identifications de leur pères. Exactes contemporains d'une violence actuelle, ces « enfants de l'actuel » (expression chère à Alice Cherki, 2000), vivent l'insolite, grisant et déprimant, d'être le premier à prendre la parole à propos de ce bouleversement violent des rapports des hommes entre eux, à propos de ces transgressions terrifiantes de tout pacte généalogique et dont ils furent victimes, témoins, et parfois, dans le cas des « enfants-soldats » acteurs. Être alors sans semblable aucun, c'est comme devenir « fou », dépourvu de l'assise de la parole. Ce qu'ils ont vécu, et que nous nommons, à leur place « traumatique » doit rentrer dans la polyphonie des reconnaissances, dans la réassurance que donnent des miroirs reconstruits, dans la promesse du surgissement d'un semblable de bonne foi. Autrement dit, c'est bien dans ce temps de reconnaissance comme sujet d'une histoire que se constituent les scènes fondamentales de la socialisation. Les barrières de défense du moi semblent se consolider dans cette reconnaissance que les jeunes font d'être les produits de violence actuelle de l'histoire. Si la notion assez floue de résilience peut avoir un sens, ce qui reste à établir, alors l'essentiel est bien qu'une possibilité de relation à autrui est restaurée si le « traumatique » passe comme souvenir et comme mémoire reconstruite par un autre ou même plusieurs autres jeunes dont le sujet dépend.

Revenons à ce qui fut esquissé dans ce texte à propos de la résilience. La résilience ne serait pas ici dans une forme de rage de vivre ou de survivre, dans le fait d'être instruit par les douleurs de l'existence et d'en forger des armes moïques et surmoïques qui objectent à toute psychologie du développement déficitaire de l'exclu ; ou du moins cela importe assez peu, car il y a bien des suradaptations en « faux self » qui doivent casser et qui ne durent pas dès que le sujet est bien accueilli et bien soigné (Douville, 2001). L'actualité d'une résilience possible consiste en cela : des jeunes sont affectés dans leur singularité ; ils n'ont d'autres choix que de se poser, d'abord et avant tout comme le produit de ruptures et de cassures qu'aucun de leur ascendant n'a pu connaître. Ils vivent une situation inédite et se vivent aussi en position inédite. La demande de l'autre à leur égard est souvent peu supportée lorsque qu'elle est portée par des modèles convenus et obsolètes de l'appartenance et de la cohérence culturelle. Il est inutile de s'adresser à eux comme étant d'abord des Bambaras, des Peuhls ou des Dogons. De plus, certains se sentent dans une telle cassure, voire une telle transgression, vis-à-vis de leur famille, certains autres sont tellement rejetés par cette famille qu'on a bien du mal à si tuer comme facteur de sens et d'identification structurante la relation aux ancêtres et à l'ancestralité. Certains se vivent comme recrachés, vomis, par la culture de leurs parents. Et ils ne désirent pas particulièrement entrer en lien avec un adulte de même origine qu'eux, ou invoquant des préceptes et des formulations culturelles établis. De là, peut-être le bon accueil qui est réservé à l'étranger, avec celui dont ils sont certains de ne pas partager d'ancêtres. Sans que cela ait été délibérée la composition multiethnique et multiconfessionnelle des équipes maliennes est un atout, c'est de fait une situation trans-culturelle permettant de jouer sur les variations de gamme de l'étranger et du familier.

Aspects cliniques et psychopathologiques

Des constances se dégagent :

Allons au plus impressionnant : l'existence de véritables psychoses infantiles, vivant à l'état « libre » dans la rue. Je pense ici à une fillette de huit ans ou un peu plus, que des jeunes d'un groupe (groupe qui s'établissant près de la Mosquée avait gardé une part de transfert sur un monde adulte sous le regard duquel il survivait) m'ont signalée. Au premier abord, elle ne souffrait que d'infections des yeux ; je me suis interrogé sur un détail : ses deux yeux étaient également infectés par frottement. Parlant avec les autres enfants, je me rends compte que cette gamine, se bouchait compulsivement les yeux, car elle souffrait d'hallucination. Il est bien évident qu'au-delà de la nécessaire désinfection

des yeux, il fallait aussi un soin psychiatrique précis, qui fut amené peu après. Dans un premier temps, l'arracher de cet espace où elle tournait en rond était un véritable arrachement, un démembrement imposé. Nous avons dû renoncer à la conduire vers un centre « psy ». Une telle décision imposait de rester auprès d'elle, régulièrement, de longues heures, et de donner des soins sur place. C'est très progressivement, au terme de l'établissement de relations transférentielles qu'il fut possible de la conduire en psychiatrie. D'autres exemples ne manquent pas, qui mènent à promouvoir un enseignement de formation sur les abords cliniques et psychopathologiques des enfants en danger dans la rue

Un des signes les plus probants d'une mise en danger est l'existence de forces d'exclusion dans des groupes de jeunes par rapport à des enfants qui inquiètent (délire, hallucination, épilepsie ou énurésie). Ces enfants souvent s'auto-excluent, et il faut faire preuve de tact et de patience pour aller les découvrir et leur parler, mais d'autres, ce qui est encore plus compliqué pour les soignants, sont comme exclus de l'intérieur par le groupe, lequel, en fonction des ordres du leader, peut comme les camoufler, les dissimuler au sein de l'espace « commun », il en est ainsi de ces enfants cachés sous des tables de marché ou qui émergent à peine des toiles de sacs de riz ou de couverture pouilleuses disposées à même le sol. Le contact est ici plus difficile dans la mesure où les groupes d'enfants comprennent mal pourquoi nous nous intéressons à ces enfants. Les adultes qui vivent dans ces quartiers, et qui, souvent tolèrent plutôt bien les enfants et les adolescents errants, ne perçoivent pas l'existence de ces parias parmi les parias que sont les enfants exclus des groupes. En raison du dénuement extrême et de l'hostilité qu'ils déclenchaient de la part des autres jeunes, ces enfants et ces adolescents qui vivent des situations limites, au plus proches de la totale désinsertion, nous ont menés à travailler le plus avec les gens du quartier. Il va de soi qu'un travail comme celui que je relate doit être accepté par les habitants de ces quartiers pauvres où se replient, d'erratique façon, les « enfants des rues ».

Certains enfants présentent des signes de décomposition de la psyché, qui, en dépit de leur apparence chaotique ne sont pas pour autant immotivés, loin s'en faut. Il est possible de les référer à une causalité psychique. Ils indiquent une activité mentale particulière et créatrice de transition. Un objet est élu, visant à faire pont entre la menace d'anéantissement par la menace que représente autrui et la perte de la dimension subjective corrélative à l'angoisse de voir disparaître toute trace d'autrui. Il en est ainsi d'une toute jeune fille à Bamako, échouée avec quelques-uns de ses amis d'infortune au loin du dépôt des autocars, passe son temps à s'obstruer l'oreille gauche par tout ce qu'elle

trouve à portée de sa main. Autant dire qu' elle développait énormément d'infections. Dès que l'on se dirige vers elle pour la soigner on se rend aussi compte que cette infection a pour but de rendre ultra sensible une partie du corps qui n'arrête pas, nous dit cette jeune fille, de lui répéter la voix de la seule personne de bonne foi en qui elle a pu avoir confiance à la maison c'est-à-dire la mère du père. Cet homme a pris une deuxième épouse, or cette dernière a rapidement nourri, vis-à-vis de cette jeune fille, des sentiments tant haineux que la jeune a pris la fuite, en dépit de la réelle affection réciproque qui circulait entre sa grand-mère et elle. On peut noter, au passage, que ces formes d' hallucinations auto-provoquées furent repérées des grands psychiatres dont Baillarger, en 1854, et que les définitions usuelles de l' hallucination comme perception sans objet ou pire encore comme action sans sujet escamotent totalement la part d' expérience et d' action subjective en jeu dans des modalités hallucinatoires. Ces hallucinations ont souvent fonction, c'est vrai aussi pour certaines hallucinations psychotiques, de créer la troisième dimension qui manque, d' ouvrir un point dans l' espace immédiat, dans l' espace collé au corps, par où se profile une profondeur. C'est-à-dire que cette forme d' activité hallucinatoire crée de la profondeur de champ, une espèce d'extension du corps. Les hallucinations qui ne sont pas persécutrices, elles peuvent être accompagnatrices ou consolatrices.

Un tel repli renvoie à plusieurs raisons : pour un certain nombre d'enfants, la plus importante de ces raisons est la présence régulière des « tournées », de la camionnette, et aussi la présence de certains qui, parmi nous, restent des heures en compagnie de tel ou tel enfant. Ce « point fixe » que représente la camionnette du Samu, faisant irruption régulière dans la nuit de Bamako, devient alors autre chose qu'une simple ponctuation. Il prend fonction de contenant, devient un lieu pour des contacts, des échanges. Comme partout parmi les enfants exclus, il en est qui le sont plus que d'autres et qui redoutent de nouer des liens avec les structures existantes. On mesure peu et mal quel « exploit » peut représenter le fait de quitter l'étroit périmètre des liens et des lieux familiers pour traverser des pans entiers de la cité afin d'être hébergé, soigné, incité au dialogue dans un centre institutionnel, comme le sont les centres d'hébergement avec lesquels le Samu travaille. Il n'est pas absurde de poser qu'il vaut mieux ici renoncer à l'idéal d'une prise en charge en réseau, devant mener à un placement, même transitoire du sujet, dans une structure existante, et s'en tenir à des relations d'aide et de proximité en prenant appui sur les relations que certains jeunes très exclus peuvent néanmoins nouer avec les gens du quartier. En ce sens notre action s'inscrit dans une logique de santé communautaire. Le plus souvent fort bien acceptée, la présence des équipes du Samu Social Mali, donne lieu,

de trop rares fois il est vrai, à un véritable travail d'échange avec la population adulte de ces quartiers, habitants, commerçants, transporteurs.

L'addiction aux substances solvantes est régulière, mais les amphétamines font leur apparition. Les enfants et, surtout, les adolescents discriminent clairement deux formes d'usage, l'une qui fait que les solvants sont utilisés de façon contrastée : créant comme un rythme d'avec et de sans, de vigilance et d'endormissement comateux, pour le premier usage. En revanche, ceux de ces jeunes qui font un usage constant de la drogue, non « stratégique » et qui portent massivement atteinte à leur vie psychique, inquiètent et sont souvent signalés à l'équipe mobile des soignants. Cette façon de ne retenir comme alarmante les effets totalement anesthésiant de la drogue, a pu être aussi remarquée chez des adolescents vivant dans d'autres banlieues, non loin de Paris (France), par (Douville, 2003)

Enfin, il est fréquent (ce qui n'est pas à réduire à de l'altruisme « culturel ») qu'un jeune ne consente à être soigné que si on prend soin aussi d'un autre jeune repéré par le premier, et souvent à juste titre, comme allant plus mal que lui. Cette attitude renvoie à une façon de dignité : montrer qu'on a su prendre soin de la survie d'autrui, en dehors parfois de toute espérance tangible.

Les équipes qui, impliquées dans un travail de terrain, ont dit avoir retiré quelque chose de neuf de la formation et de leur expérience se sont entendu à reconnaître deux choses. D'une part qu'il fallait entendre cette forme de relation où un jeune ne peut demander assistance et soin qu'en attirant d'abord l'attention d'un éducateur et d'un soignant sur un autre jeune qui, objectivement, va plus mal que lui, mais sans oublier le risque que le premier de ces jeunes disparaisse sous l'évidence de la maladie ou du mal-être du second. D'autre part, qu'il ne fallait pas s'alarmer d'assister à des régressions lorsqu'un « sur adapté » se sentant en confiance et en sécurité pouvait alors laisser tomber ses défenses et ses béquilles psychiques.

Je ne saurais clore ce panorama rétrospectif sans parler de la clinique parfois spécifique qui peut se mettre en place avec des enfants qui, pour certains, ont traversé l'horreur des guerres. Il y en a très peu à Bamako, ou, peut-être, ne les rencontrons nous pas très aisément, pas assez de toutes les façons pour tenter une quelconque généralisation. À ce niveau rudimentaire d'observation, je ne citerais qu'un trait dans leur rapport à l'objet qui m'a particulièrement ému et captivé. J'ai recueilli ces témoignages auprès d'adolescent, qui furent sans doute des « enfants-soldats ». trois d'entre eux ressentaient et montraient le besoin qu'ils avaient de garder comme une possession une relique qui viendrait d'un disparu, tel un reste de vêtement, une encore une bribe d'objet (monture de

lunette, par exemple, capuchon de stylo, fragment de photo). Cet objet reliquat qui condense et noue ensemble ces malheureux restes est autre chose qu'un souvenir, c'est une forme agissante qui redonne du semblant de corps et à partir de quoi une élaboration fantasmatique des altérités perdues en un non-lieu, peut se remettre en chemin et en chantier. J'en ai vu de ces reliques de ces objets vestiges, de ces formes informes qu'enserraient des bouts de tissus, de bandelettes, de paperasses, et qu'une investigation folklorisante aussi malheureuse qu'offensante nommerait fétiche. J'ai parfois entendu ces pauvres litanies, ces psalmodies minimales et ténues qui accompagnaient la manipulation de ces reliques, ces façons de berceuses qui conjoignaient enfin, et à nouveau, le corps de la voix au corps du voir. Une forme rythme donnée au silence et orientant le silence, faisant ombilic de mémoire, avant qu'à partir de ce don de voix outrepassant la sidération où nous engloutissent les ténèbres obscurs et mutiques, une mémoire narrative puisse reflourir. Si on suppose que l'objet reliquat est le reste diurne qui se repose dans les mains du sujet après la décantation des sidérations, alors nous pourrions généraliser à parler de la matérialité de ce qui reste après l'expérience d'effroi et dont l'enfant fait partenaire. Je note encore que ceux des enfants ou adolescents qui ont développé une pratique de ce reliquat sont, beaucoup moins que les autres, enclins à la consommation de ces drogues qui, tout comme le choc traumatique, replient l'appareil psychique sur lui –même dans une immédiateté anesthésiante, dans ce triomphe d'une apathie, mélancolie sans dépression..

Entendant ces jeunes adolescents parler de leurs copains ou de leurs parents massacrés sous leurs yeux et enterrés nulle part, j'entendais fulgurer, dans leur parole, l'écho d'un temps invraisemblable. Celui où ils disséquaient l'image de la mise à mort, non comme celle d'une agression subie, mais plus exactement comme celle d'une prétention réussie du mort à se faire disparaître, morceau par morceau, pièces après pièces.

Conclusions...

Un travail clinique et éducatif doit prendre en compte les données cliniques.

Un champ d'investigation est ouvert et nous ne sommes qu'au seuil de mettre en place une compréhension des modes d'abord de ces enfants et adolescents en danger dans la rue.

Une telle compréhension suppose une grande mobilité des équipes, aptes à aller sur le terrain, à se faire reconnaître par les populations de ces quartiers difficiles.

La vie « dans la rue » qui se chronicise très rapidement n'est pas sans entraîner des perturbations des fondations subjectives du temps, de l'espace, d'autrui et du corps. Nous ne pouvons envisager ces répercussions subjectives sans envisager, également, ce qui se présente comme logique d'adaptation, voire de suradaptation paradoxale.

Or, dans le vif de notre travail, nous devons fabriquer du projet, le plus souvent. Or, nombre d'illusions réparatrices ne peuvent plus avoir cours, si ce n'est à titre de rêverie stérile. Il est ainsi des idées de réinsertion prônée comme une solution automatique et miraculeuse, de tels idéaux sont utiles certes, mais ils ne deviennent réalisables toutefois qu'à la condition que le « milieu » dont est parti le jeune soit encore capable de le réinsérer. Il faut oser affirmer que ceci n'est pas vrai, le plus souvent, en ce qui concerne des enfants déjà habitués à l'errance, à la survie dans la rue, et qui ne fondent aucun espoir quant à leur chance d'être à nouveau accueilli dans leur famille, voire leur belle-famille.

Il y a donc une réalité, chaque jour de plus en plus insistante, et, au demeurant, peu supportable, qui est celle de l'installation dans la vie de la rue de garçons, voire de filles, de plus en plus jeunes. On peut tout à fait, dans un premier temps, dire que ces jeunes sont en danger. En risque. De délinquance, de prostitution. En risques physiques aussi. Cependant, si on désire valablement travailler au contact de cette population, on doit, au-delà de ces déplorations et de ces éventuelles indignations légitimes, se montrer pragmatique.

Références

ALTHABE, G.

1992 « Vers une ethnologie du présent ». In G. Althabe, D. Fabre & G. Lenclud (Eds.), *Vers une ethnologie du présent* (pp. 247-257). Paris : La Maison des Sciences de l'Homme

ALVAREZ, A. M. S.

2002 « La résilience et l'habitation dans la rue. Étude des habitants de rue –enfants et adultes- dans la ville de Sao Paulo ». In C. Sabatier & O. Douville (Eds.) *Cultures, insertions et santé* (pp 277-289). Paris : L'Harmattan, collection « Espaces interculturels »

BALANDIER, G.

1999 *Anthropologie politique*, Paris PUF, coll. Quadriges

BARRY A.

1999 « Marginalité et errance juvénile en milieu urbain, la place de l'aide psychologique dans les dispositifs de prise en charge des enfants de la rue » (pp139-190)

Psychopathologie Africaine, XXXIX, 2

CHERKI, A.

2000 *Frantz Fanon. Portrait*, Paris, Seuil

CYRULNIK B.

2001 *Les vilains petits canards*, Paris, Odile Jacob

DIOUF, M, & COLLIGNON R.

2001 « Les jeunes du Sud et le temps du monde : identités, conflits et adaptations »
in *Les jeunes, hantise de l'espace public dans les sociétés du Sud ?*, (pp 5-15) Autrement,
IRD, 18

DOUVILLE, O

2001 « Des suradaptations paradoxales ». *Lien social*, 2 (page 6), Bamako : Samu
Social Mali

2002 « Clinique des altérités : enjeux et perspectives aujourd'hui ». In C. Sabatier &
O. Douville (Eds.) *Cultures, insertions et santé* (pp 113-140). Paris : L'Harmattan,

2003 « Move to the outskirts of the town », *Adolescence*, « L'adolescent et la rue »,
21, 1 : 25-44

DOUVILLE, O. & JEHL G.

2000. *Rapport de Mission (août 2000) au Samu Social International*, S.S.I. Paris, 8
pages

HOURS, B.

1998 *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris,
L'Harmatan

LOLO, B.

2001 « Qui sont nos enfants de la rue, ici au Cameroun ? » *Les Cahiers du*
GRAPAFF, 1 (pp 81-89), Paris, L'Harmattan

MARIE, A. (Éd.)

1997: *L'Afrique des individus, itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine*
(Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey), Paris, Khartala, Hommes et Sociétés

RABINOVCH, E.P.

1996. *Vitrinesphlos transicionais da identidade : un estudo de maradias e do*
ornamental en espaços social liminares brasileiros. Thèse de Doctorat de Psychologie,
Université de Sao Paulo

Rapport final de l' enquête prospective sur le trafic transfrontalier d' enfants entre le
Mali et la Côte d' Ivoire

2000 Ministère de la promotion de la femme, de l' enfant et de la famille. UNICEF. DNPEF Direction nationale de l' Enfant et de la Famille. M. S. Touré (Direction scientifique)

Rapport sur le recensement des enfants errants dans le district de Bamako

2002 DNPEF Direction nationale de l' Enfant et de la Famille. H. Massag, M. Soumaré, J. Samaké (Direction scientifique)

TRAORE S. M.

2001 « La répartition spatiale de la population » in Bocquier Philippe et Diarra Tiéman, Population et société en Mali, Paris, L'Harmattan : 21-30

WANE, M.

1995 « Analyse de la situation des *talibé* mendiants, cas du Sénégal », in *Les mauvais traitements de Mineurs : Réalités, caractéristiques, enjeux, réponses. Séminaire International ISPCAN, AFIREM* (Dakar, 18-23 avril 1994) Omar Sylla, Momar Guèye et René Collignon (éds), Dakar, 1995, SPHMD (Coll. *Nit nit ay garabam*) : 109-122

Résumé : En exposant les conditions de mise en place, puis le fonctionnement d'une équipe de rencontre et de soin des enfants en danger dans la rue, à Bamako (Mali), l'auteur présente un essai clinique et psychopathologique des ces situations d'errance et de grande exclusion de jeunes sujets. La place d'une réflexion anthropologique non essentialiste sera abordée, comme discours complémentaire à l'abord clinique de ces situations complexes

Mots-clefs : Anthropologie, enfants des rues, enfants-soldats, filiation, psychose infantile, résilience, suradaptation paradoxale.